Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le site "Le Monde.fr" du 2 octobre 2015, sur la situation en Syrie.

2015-10-02

Q - Quelles leçons tirez-vous des premières frappes russes en Syrie ?

R - La déclaration initiale de la Russie, dans laquelle il s'agissait de tous se mobiliser contre les terroristes de Daech, était intéressante et positive. Le problème, c'est que jusqu'ici, les Russes ont plutôt concentré leurs frappes sur l'opposition modérée que sur Daech et Al-Qaida. Les renseignements dont nous disposons l'attestent. D'où la question légitime : le déploiement russe ne vise-t-il pas, surtout, à consolider le régime Assad ? Ces frappes ont fait des victimes civiles. On ne fait pas la guerre au terrorisme en bombardant des femmes et des enfants. C'est au contraire une façon de l'alimenter. J'espère que les frappes russes viseront désormais vraiment et uniquement Daech et les groupes proches d'Al-Qaïda.

Q - Si les prochaines frappes russes visent surtout les opposants soutenus par la France et les États-Unis, que ferez-vous ?

R - J'ai précisé devant le Conseil de sécurité, mercredi 30 septembre, ce que sont, pour nous, les trois conditions d'une action concertée avec la Russie : des frappes dirigées effectivement contre Daech et les autres groupes terroristes - mais pas contre l'opposition modérée ou les civils -, l'arrêt des bombardements aux barils d'explosifs sur les populations civiles, et une transition politique de sortie. La lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour remettre en selle Assad, ce serait contradictoire avec l'objectif que nous poursuivons, celui d'une Syrie libre et unie.

Q - Cela fait cinq ans que la France appelle au départ de Bachar al-Assad, sans résultat : faut-il changer de stratégie ?

R - J'entends bien le raisonnement, parfois tenu et simple en apparence : Bachar et Daech sont condamnables, mais Daech est pire ; il faut donc s'allier avec Bachar. Au-delà de l'aspect moral - n'oublions pas que Bachar al-Assad est responsable de 80 % des morts et des réfugiés -, cette perspective serait une impasse et le départ d'Assad est au contraire une nécessité au nom même de l'efficacité. Le chaos et le désespoir provoqués par Assad sont en effet les aliments les plus puissants de Daech. Il n'y aura pas de stabilisation durable de la Syrie ni de lutte efficace contre la menace terroriste sans réconciliation du peuple syrien. Or,

le dictateur syrien fait précisément obstacle à cette perspective. S'allier avec lui, comme le suggèrent certains, ce serait perpétuer la guerre civile, nourrir la radicalisation d'une population qu'il a martyrisée et précipiter sur les routes et sur les mers un nombre toujours croissant de réfugiés. Le président Hollande l'a bien résumé : l'avenir du peuple syrien ne peut pas être incarné par son bourreau.

Q - Pourquoi en cinq ans n'a-t-il pas été possible de trouver quelqu'un pour remplacer Assad ; où sont les échecs des Occidentaux ?

R - Les tentatives ont été nombreuses, mais l'aggravation de la crise syrienne est un échec évident pour la communauté internationale. Les alliés de Bachar ont théoriquement accepté à Genève le principe d'un changement politique, mais ils ont continué, en réalité, de lui apporter leur soutien. Quant aux pays occidentaux, surtout ceux qui, à l'été 2013, ont fait le choix de ne pas intervenir contre Bachar à un moment où l'avenir de la Syrie pouvait basculer, ils ont aussi leur part. Depuis juin 2012 et le communiqué de Genève, nous connaissons les paramètres d'une transition de sortie : la constitution d'un gouvernement transitoire doté des pleins pouvoirs exécutifs, composé à la fois d'éléments du régime et d'éléments de l'opposition modérée qui refuse le terrorisme.

Les acteurs de cette transition sont également connus. Nous avons travaillé et continuons de travailler dans la discrétion absolue sur des noms. Il faut maintenant enclencher le processus, qui passe, selon nous, par une négociation large autour de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, avec le soutien de tous les pays concernés, à commencer par les membres permanents du conseil de sécurité. Nous en discutons avec les Américains, les pays de la région, les Russes, les Chinois, les Iraniens. Nous sommes passés d'une crise intérieure, puis régionale, à une véritable crise internationale. C'est un danger, mais c'est paradoxalement peut-être aussi un espoir pour avancer. La catastrophe serait que le conflit syrien se prolonge et cristallise en plus une guerre de religions entre sunnites et chiites. Ce serait la porte ouverte à un embrasement sans précédent.

Q - Le président Hollande et vous-même avez apporté votre soutien à une zone d'exclusion aérienne en Syrie, cela ne revient-il pas, de facto, à entrer en conflit direct avec la Syrie ?

R - Nous voulons que cessent les bombardements indifférenciés opérés par le régime, en particulier l'utilisation des barils d'explosif, et de chlorine, qui sont à l'origine d'une large part des victimes civiles et des exils massifs. Nous examinons de près la question de savoir si l'on peut et doit interdire à l'aviation syrienne de survoler certaines zones où la population civile est particulièrement visée. La protection des civils est une priorité.

Q - Peut-on instaurer de telles zones sans un déploiement de troupes au sol ?

R - Plusieurs options sont envisageables, mais soyons clairs : l'intention de la France n'est absolument pas de déployer des troupes au sol en Syrie. D'ailleurs, aucun pays occidental

ne l'envisage ni ne le propose. Ce ne sont pas des puissances extérieures qui pourront rétablir la sécurité en Syrie. Cela relève du peuple syrien lui-même, voire de forces régionales.

Q - Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, les Russes et les Occidentaux ont continué de s'affronter sur la Syrie et le sort d'Assad, le blocage diplomatique paraît total ?

R - Pour l'instant, oui, mais nous continuons - c'est le rôle de la diplomatie et la tradition de la France - à discuter avec tous, Russie et Iran compris. Nous ne baissons pas les bras. À l'issue de l'Assemblée générale des Nations unies, il est désormais clair que la solution passe par une double approche, combinant la lutte anti-terroriste et une transition politique de sortie. C'est sur cette base que nous cherchons à avancer.

Q - La frange de l'opposition syrienne soutenue par la France est aujourd'hui marginalisée, comment peut-elle incarner une relève ?

R - Le président Hollande a rencontré à New York le président de la Coalition nationale syrienne, Khaled Khodja. Malgré des difficultés énormes, il cherche courageusement à fédérer ceux qui partagent une vision de la Syrie qui est aussi la nôtre : une Syrie unie, démocratique, respectueuse de toutes les communautés. Il faut élargir ce mouvement. Sur le terrain, cette opposition modérée est prise en tenaille entre les bombardements de Bachar et les attaques des groupes terroristes. Depuis quelques jours, elle est aussi bombardée par l'aviation russe. Et il peut y avoir d'autres développements terrestres. Faudrait-il que nous l'abandonnions alors qu'elle est une alternative à la terreur ? Ce n'est pas la position de la France.

Q - Allez-vous voter contre la résolution russe déposée au conseil de sécurité appelant à une coalition élargie pour combattre l'État islamique ?

R - Dans son état actuel, ce texte ne répond pas aux trois conditions du rassemblement que j'ai exposées plus haut. Nous allons voir s'il peut être amendé en ce sens, ce que je souhaite. Mais il n'est bien sûr pas question de couvrir juridiquement une opération qui, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, chercherait en réalité le sauvetage désespéré d'un dictateur discrédité. Nous n'avons pas d'agenda caché. Notre objectif est clair : la France, puissance indépendante et qui a tant de liens avec cette région, recherche avant tout la sécurité et la paix.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 8 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196429-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d